

DIAL

L'actualité en bref - juin 2003

Nicolas Pinet

mardi 1er juillet 2003, mis en ligne par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

AMÉRIQUE LATINE

La visite à Brasilia du délégué au commerce états-unien, Robert Zoellick, le 27 et 28 mai, dans le cadre des négociations de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) a mis en évidence les différences de conception de l'accord : le Brésil demande des réductions aux subventions agricoles états-uniennes, les États-Unis accepteraient de discuter cette réduction dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à condition que l'Union européenne et le Japon s'engagent à faire de même. Le Brésil a proposé un accord 4 + 1 entre les quatre pays du Mercosur et les États-Unis, les États-Unis ont rejeté l'idée. Le Brésil se refuse à ouvrir à la concurrence quelques-uns de ses services, les États-Unis veulent accélérer l'ouverture de ce secteur.

Au sommet du G-8, organisé début juin, à Évian, ont été invités les présidents de 12 pays en voie de développement, dont le Mexique et le Brésil, chargés de représenter les pays d'Amérique latine. Selon l'accord conclu le 24 mai au Pérou, durant la réunion du Groupe de Rio - intégré par 19 pays latino-américains -, Lula et Fox ont réclamé la suppression des subventions et du protectionnisme sur les produits agricoles, et un soutien international pour renforcer la justice et la démocratie dans le sous-continent. Les deux pays se disputent le leadership politique et diplomatique de la région.

La 33e assemblée de l'Organisation des États américains, qui s'est tenue début juin à Santiago du Chili, a adopté la « Déclaration de Santiago sur la démocratie et la confiance citoyenne », proposée par le Chili et qui appelle à « fomentier la crédibilité et la confiance citoyenne dans les institutions démocratiques » menacées par la corruption et l'impunité qui recouvre certaines actions gouvernementales illicites. Les représentants des 34 pays semblent avoir choisi d'ignorer les priorités déclarés par le secrétaire d'État états-unien, Colin Powell : lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue et condamnation du régime cubain, exclu de l'OEA depuis 1962.

Le groupe de Rio, durant sa réunion du 24 mai à Cusco, a accepté la proposition du président équatorien Lucio Gutiérrez, de demander au secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, d'exhorter les guérillas colombiennes à cesser les hostilités et à négocier une solution pacifique et définitive au conflit. L'initiative, nommée Consensus de Cusco, a été soutenue, le 10 juin, par l'Assemblée générale de l'OEA. Le groupe de Rio a déclaré que si l'effort de Kofi Annan échoue, il « cherchera, avec l'aide du secrétaire général de la ONU et en coordination avec le gouvernement de Colombie, d'autres alternatives de solution ».

Une entreprise états-unienne, ChoicePoint, collecte des informations sur les citoyens et les entreprises de pays d'Amérique latine et les vend à différents Bureaux du gouvernement, notamment aux Départements de Justice, de Transport et de Sécurité intérieure, ainsi qu'aux Bureaux des Alcools et du Tabac, des Armes à feu et des Explosifs. La firme a dû effacer de ses archives des données extraites des registres électoraux et concernant 75 millions de mexicains, après les plaintes du gouvernement de Vicente Fox. Sept pays latino-américains réalisent actuellement des enquêtes pour savoir qui fournit l'information et si ces opérations sont légales.

MERCOSUR

Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, a annoncé dimanche 1er juin, lors de la réunion du G-8, son projet d'unir et de fortifier les pays en voie de développement dans les négociations multilatérales. Vendredi 6 juin, le ministre des affaires étrangères, Celso Amorim recevait à Brasilia ses homologues indiens et sud-africains, Yashwant Sinha et Nkosazana Dlamini-Zuma, pour un dialogue trilatéral de concertation et de renforcement de la coopération. Le 18 juin, lors du XXIVème sommet semestriel du Mercosur à Asunción, l'Inde a signé un accord prévoyant l'extension des échanges commerciaux. La fin des négociations concernant des préférences tarifaires sur un nombre limité de produits est prévue pour août et devrait constituer la première étape d'un futur accord de libre commerce. Un accord existe déjà avec l'Afrique du Sud depuis décembre 2000, mais les avancées en termes de libéralisation commerciale ont été réduites.

Mercredi 11 juin, Néstor Kirchner, le nouveau président argentin, était en visite au Brésil. Les deux présidents sont tous les deux favorables au renforcement de l'intégration au sein du Mercosur.

ARGENTINE

Le nouveau gouvernement argentin a fait part de sa volonté de réviser les contrats des entreprises et services privatisés dans les années 1990, la majorité entre 1990 et 1994, dans un contexte de crise économique marquée par l'hyper-inflation. Le nouveau président a ratifié le 26 mai, le lendemain de son entrée en fonction, le Programme national de santé sexuelle et de procréation responsable, élaboré à partir de la Loi de Santé sexuelle et de procréation responsable, votée en octobre 2002. Des groupes religieux ultra-conservateurs s'y opposent farouchement. Le programme, qui bénéficiera avant tout aux femmes ayant de faibles revenus, cherche à diminuer les taux de mortalité des mères et des enfants, à prévenir les grossesses non désirées, à promouvoir la santé sexuelle des adolescentes et à contribuer à la prévention et à la détection précoce des maladies sexuellement transmissibles ainsi que des pathologies génitales et mammaires.

L'enquête judiciaire concernant l'attentat contre l'Ambassade israélienne en 1992 et contre l'Association des mutuelles israélites d'Argentine en 1994 - qui avait provoqué la mort de 85 personnes -, jusque là sans résultats déterminants pourrait prendre un nouveau cours. Jeudi 5 juin, le président a signé un décret ordonnant au Secrétariat d'intelligence d'État (SIDE) d'ouvrir ses archives et de relever du « secret d'État » 14 de ses anciens agents, ce qui oblige les anciens fonctionnaires de l'intelligence à déclarer devant la justice.

Le président Kirchner a créé un « cabinet de sécurité » pour coordonner « l'effort national de sécurité dans la province de Buenos Aires ». Cette décision fait suite à la mise à la retraite de 10 chefs (sur 11) de la police fédérale. Il a aussi mis à la retraite les trois quarts des commandants en chef de l'armée. Enfin, il a demandé au parlement de réactiver la procédure de jugement politique contre des membres de la Cour suprême de justice, notamment le président de la Cour, Julio Nazareno. Alors que le parlement avançait dans la procédure, ce dernier a présenté sa démission, vendredi 27 juin.

La justice argentine a ordonné la détention de 10 militaires à la retraite, accusés d'avoir torturé et assassiné en 1976 22 prisonniers politiques à Margarita Belén (province du Chaco). Les enquêtes judiciaires ont reprises en plus grand nombre depuis que l'État a admis, en 1999, que le droit à la vérité n'est pas prescriptible.

L'Argentine commencera à négocier avec le FMI dans les semaines qui viennent un accord de moyen terme qui doit lui permettre de financer son importante dette externe. La décision a été communiquée lors de la conférence de presse qui a marqué la fin de la visite du directeur exécutif du FMI, Horst Koehler, mardi 24 juin.

BRÉSIL

Pour rompre sa dépendance technologique, le gouvernement brésilien cherche à intensifier la coopération avec des pays au développement similaire au brésilien, comme la Chine, l'Inde, la Russie, l'Afrique du Sud ou l'Ukraine, mais plus avancés dans un secteur ou un autre, et plus disposés à des transferts de technologie que les pays du « premier monde ». La coopération spatiale, initiée avec l'Ukraine en janvier 2002, est une des raisons du voyage en Ukraine du ministre des Sciences et technologies, Roberto Amaral. L'accord devrait permettre au Brésil de devenir concurrentiel sur le marché international du lancement de satellites, à partir de sa base d'Alcántara.

Lula fête ses 6 mois à la présidence dans un climat d'agitation sociale autour du vote parlementaire d'un projet de réforme du système des retraites. Ce projet, qui exige de modifier la Constitution, divise le Parti des travailleurs (PT) et la Centrale unique des travailleurs (CUT). Les manifestations de rejet se sont succédées dans tout le pays et le 8 juillet commencera, pour une durée indéterminée, une grève des fonctionnaires dont le projet modifie le statut. Le projet supprime, pour les futurs fonctionnaires, le système qui permet d'obtenir une retraite équivalente au salaire du dernier mois d'activité. Il prévoit aussi de mettre en place pour les retraites du secteur public le plafond déjà en vigueur dans le secteur privé (2 400 reales, soit 830 dollars). Les fonctionnaires désirant recevoir plus devront épargner dans un système de fonds de pension, dont la création sera facilité par le gouvernement. L'âge minimum de la retraite serait relevé de 7 ans, passant à 55 ans pour les femmes, et 60 pour les hommes.

CHILI

L'augmentation de l'impôt sur la valeur ajouté (IVA) de 18 à 19 %, qui devrait rentrer en vigueur en octobre, si le Sénat approuve la mesure, a été votée le 16 juin par la Chambre des députés. Cette hausse d'impôts doit permettre de financer les projets sociaux du gouvernement, mais aussi de combler le manque à gagner que représente la baisse des droits de douane consécutive à l'entrée en vigueur du traité de libre commerce avec l'Union européenne, et bientôt avec la Corée du nord et les États-Unis, avec qui l'accord a finalement été signé le 6 juin, à Miami.

Ce dernier mois, divers projets de solutions judiciaires aux cas des disparus, prévoyant des indemnisations pour les familles, ont été présentés par les différents partis de la coalition au pouvoir, la « Concertation », et de l'opposition, ainsi que par l'Association des familles de détenus-disparus (AFDD). Le gouvernement devrait remettre début juillet son projet de loi au Congrès, dont il espère que l'approbation interviendra avant le 11 septembre, jour anniversaire du coup d'État de 1973.

COLOMBIE

Le gouvernement cherche à avancer vers un processus de paix avec les paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), qui, le 1er décembre 2002, avaient annoncé une trêve, plus ou moins respectée depuis. Le 12 juin, les AUC ont remis à l'Institut de bien-être familial 40 combattants de moins de 18 ans. Sachant que l'une des conditions que le gouvernement a posée à la discussion est la fin de la participation au conflit de combattants mineurs, ce geste peut être interprété comme la marque d'une volonté de négociation.

CUBA

L'Union européenne a décidé d'appliquer à partir du 5 juin des mesures pour protester contre l'exécution des trois personnes qui avaient essayé de détourner un bateau et l'emprisonnement de 75 opposants - réduction des visites gouvernementales bilatérales de haut niveau et de la participation des pays membres à des événements culturels en relation avec Cuba, réexamen de la position commune européenne sur l'île. Mercredi 11 juin, Fidel Castro exprimait son irritation dans un long discours à la télévision, et le lendemain, deux grandes manifestations, menées l'une par le chef d'état, l'autre par son frère, Raúl Castro, se dirigeaient dans la Havane vers les ambassades d'Espagne et d'Italie, pays considérés

responsables des sanctions européennes.

GUATEMALA

La Loi des langues nationales, approuvée par le Congrès le 7 mai, et entrée en vigueur le 26, maintient l'espagnol comme langue officielle du pays mais reconnaît 23 langues autochtones, dont la majorité est née il y a plus de 4 000 ans. Les 12 millions de guatémaltèques, dont 65 % sont descendants des mayas, pourront avoir accès à l'éducation, la justice, à l'attention sanitaire et autres services dans leurs propres langues.

L'ancien dictateur Efraín Ríos Montt, a été élu fin mai candidat présidentiel du Front républicain guatémaltèque (FRG), parti actuellement au pouvoir. Le Département d'État états-unien (ministère des affaires étrangères) a fait savoir, dans une déclaration inusuelle, qu'il lui serait difficile de maintenir de bonnes relations avec le Guatemala si ce candidat était élu. C'est la première fois depuis longtemps que Washington rejette explicitement la candidature d'un membre d'un parti de droite. Le 6 juin, le Registre des citoyens a refusé l'inscription de Ríos Montt comme candidat présidentiel, ce dernier étant arrivé au pouvoir en 1982 par un coup d'État, cas de figure interdit par la Constitution en vigueur. Les dirigeants de son parti ont indiqué qu'ils feraient appel.

MEXIQUE

Mardi 10 juin, la Cour suprême de justice a autorisé l'extradition vers l'Espagne de l'ancien capitaine de la marine argentine, Miguel Cavallo, alias Sèrpico, accusé d'avoir fait disparaître, d'avoir assassiné, séquestré et torturé des dizaines de personnes durant la dictature argentine (1976-1983) et poursuivi pour crimes contre l'humanité. C'est le premier militaire latino-américain, poursuivi par un juge d'un pays tiers et extradé après avoir été détenu dans un pays où ne pesaient pas de charges contre lui.

Jeudi 12 juin est entrée en vigueur la nouvelle Loi de transparence et d'accès à l'information publique - approuvée il y a un an -, avec le début de fonctionnement de son règlement et de l'organisme associé. Quiconque pourra désormais demander aux pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif de divulguer quelles furent les conditions de licitation d'un projet, quel est le salaire d'un fonctionnaire, ou l'usage qui a été fait du budget, par exemple. On espère que cette transparence potentielle fera diminuer les niveaux de corruption.

Le rapporteur spécial de l'ONU pour les droits humains et les libertés fondamentales des indigènes, Rodolfo Stavenhagen, a demandé à l'État de définir vis-à-vis des indigènes une politique intégrale qui aille au delà du simple discours, après une visite officielle de 17 jours. Selon lui, les politiques sociales en place sont purement assistencialistes.

PARAGUAY

Le Code pénal en vigueur depuis juillet 1999 stipule que tout procès qui ne parvient pas à une condamnation dans les trois ans doit être déclaré terminé, et les accusés, libérés de toute charge. Fin mai, les officiers qui avaient tenté de renverser le gouvernement de Luis González Macchi en mai 2000 ont été libérés des charges qui pesaient contre eux, malgré les critiques et les recours judiciaires. La situation pourrait se reproduire pour la crise institutionnelle qui éclata en 1999 avec l'assassinat du vice-président d'alors Luis María Argaña, provoquant 4 morts et une centaine de blessés.

PÉROU

Le 12 mai, le personnel éducatif du pays s'est mis en grève réclamant une hausse de salaires. L'offre gouvernementale n'étant pas selon eux satisfaisante, la grève a continué. Le 27 mai, le président Alejandro Toledo, en poste depuis juillet 2001, déclarait l'état d'urgence dans 12 départements dont le contrôle interne était remis à l'armée. Le lendemain, au cours de manifestations de protestation, mourait

au moins un étudiant, et 49 personnes étaient blessées. Les jours suivants, les manifestations continuent, minant l'autorité gouvernementale. Mardi 3 juin, une semaine après, quelque 30 000 personnes sortaient dans la rue à Lima pour manifester contre les mesures d'exception, demander la démission du ministère, la satisfaction de la revendication des enseignants et un changement de politique économique. Mercredi 5 juin, les autorités ont finalement trouvé un accord préliminaire avec les représentants du syndicat des enseignants. Quelques jours plus tard, des hommes fortement armés prenaient en otage les travailleurs d'une entreprise argentine de gaz naturel. L'annonce de leur libération, mardi 10 juin, est apparue comme une heureuse diversion pour le gouvernement.

EL SALVADOR

Les médecins et fonctionnaires de la santé publique ont signé, vendredi 13 juin, un accord avec le gouvernement de Francisco Flores, mettant fin à une grève de presque 9 mois - depuis le 18 septembre 2002 - pour protester contre les projets de privatisation du gouvernement. Grève et manifestations ont obligé le gouvernement à retirer 3 projets de loi de privatisation déposés au Congrès.

Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), ancienne guérilla gauchiste de la guerre civile de 1980-1992, est le parti favori pour les élections présidentielles de mars 2004. La campagne politique commencera officiellement le 21 novembre.

URUGUAY

L'Uruguay commémorait, vendredi 27 juin, les 30 ans du coup d'État de 1973, qui avait conduit à la dissolution du parlement par ordre de l'armée, mais en connivence avec le président Juan María Bordaberry, élu démocratiquement en 1971. La loi de 1987 de Caducité de la prétention punitive de l'État, confirmé par le plébiscite de 1989 a laissé sans condamnation les militaires accusés de violations des droits humains. Le peu de présence de l'histoire uruguayenne d'après 1957 dans les programmes scolaires primaires et secondaires explique aussi que, dans une enquête réalisée par l'Université catholique, 70 % des enquêtés ayant entre 18 et 29 ans ne surent nommer aucun dictateur de la période.

VENEZUELA

Le gouvernement et l'opposition ont signé, jeudi 29 mai, un pacte en 19 points pour résoudre la crise politique par le biais de référendums sur le mandat présidentiel et d'autres autorités. L'accord a mis fin à la Table de négociation dirigée, depuis novembre 2002, par le secrétaire général de l'OEA, César Gaviria, avec le soutien du Centre Carter, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et du Groupe des pays amis. Le contrôle des changes, instauré il y a 5 mois pour renflouer les réserves de l'État, a pour effet de réduire substantiellement l'offre légale de devises, ce qui a contribué au développement d'un marché noir important.

Le contrôle des changes, instauré il y a 5 mois pour renflouer les réserves de l'État, a pour effet de réduire substantiellement l'offre légale de devises, ce qui a contribué au développement d'un marché noir important.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.